

Calme au conseil de Sept-Iles

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ILES — Devenu le point chaud de l'actualité locale depuis bientôt trois semaines, la fièvre a subitement tombé à l'hôtel de ville de Sept-Iles.

Contrairement aux deux assemblées précédentes où plus de 125 personnes réclamaient des éclaircissements sur les comptes de dépenses des élus municipaux au dernier congrès annuel de l'Union des municipalités du Québec, la réunion régulière du conseil n'en fit presque pas écho, hier après-midi.

Environ une soixantaine de personnes ont assisté en silence aux discussions sur les travaux en cours en ville, sur la malpropreté de l'aréna, sur un problème avec les camionneurs, sans oublier une volumineuse correspondance.

L'atmosphère était très tendue, les échanges verbaux non passionnés, la tension qui régnait depuis plusieurs jours s'étant dissipée vers le large avec la brise...

Vers la fin de la période de questions, un citoyen a bien timidement demandé au maire de bien vouloir dire un mot sur les perquisitions que 36 agents de la Sûreté du Québec ont effectuées, mercredi dernier, à 16 endroits, dans le cadre d'une enquête sur cette histoire de comptes de dépenses.

Avant de lire un communiqué de six phrases, le maire Dion a pris le temps de remercier les citoyens d'avoir évité cette "épineuse question".

Sans élever le ton, presque sous le sceau de la confiance, M. Dion a confirmé que la Sûreté du Québec avait perquisitionné aux domiciles et sur les lieux de travail des sept membres du conseil, et à l'hôtel de ville.

"Si la Sûreté du Québec est en mesure de prouver quelque malversation que ce soit, le tout sera remis entre les mains du procureur de la Couronne. Qu'on laisse donc aux autorités compétentes, en l'occurrence la Sûreté du Québec, le soin de mener son enquête", a déclaré le maire.

Et les autres questions générales sur divers sujets locaux ont été adressées aux élus municipaux, comme à l'accoutumée.

Un permanent syndical a annoncé la fondation d'une Ligue des propriétaires et des locataires "pour donner une chance aux citoyens de faire valoir leur opinion". Comme ce contribuable sollicitait un endroit pour tenir cette première réunion, M. Dion a demandé de voir la constitution de cette association avant d'examiner la demande.

Mais ce fut tout. C'était l'atmosphère d'un lendemain de tempête. Les conseillers municipaux avaient accroché leur plus beau sourire... comme avant l'affaire!

Rappelons que le débat a pris naissance avec l'acceptation des comptes de dépenses variant de \$481,70 à \$1,062,03 pour les frais de séjour des édiles lors du congrès tenu à Québec, les 1er, 2 et 3 octobre derniers.

Par suite des perquisitions de la semaine dernière, l'escouade des crimes économiques de la SQ prévoyait, hier, être en mesure de soumettre un rapport aux procureurs du Solliciteur général d'ici à quelques semaines. Ce ne sera qu'à ce moment-là que la population apprendra si des poursuites seront entamées contre certains membres du conseil. Pas avant!

Rubéole sur la Rive-Sud

par Gilles PEPIN
du bureau du Soleil

LEVIS — De nombreux cas de rubéole, une maladie généralement bénigne mais contagieuse, ont été décelés, depuis une quinzaine de jours, sur la Rive-Sud.

Il ne s'agit toutefois pas d'une épidémie, a précisé au SOLEIL, hier, le Dr Roger Roberge, directeur du département de santé communautaire, à l'Hôtel-Dieu de Lévis.

Le virus a quand même atteint un bon nombre d'enfants. Ce qui amène les autorités médicales à inviter les parents à être vigilants.

Prix Spécial-Syndicat

du 17 au 21 février inclusivement

Lessiveuse Maytag
"Tissu-Matic"

- Cycles programmés pour tous les tissus.
- Choix de 3 niveaux d'eau et de 3 températures.
- Finition d'acier zingué antirouille.
- Blanc ou or.

Sécheuse Maytag
"Toute Douceur"

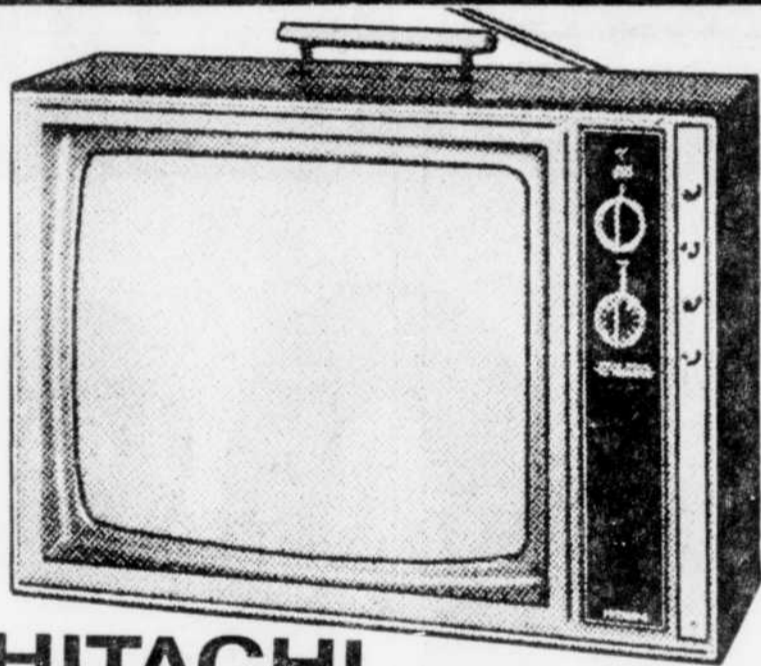
- Fameux (halo de chaleur) exclusif à Maytag.
- 3 cycles programmés de séchage en douceur, pour tous les tissus.
- Blanc ou or.

Garantie fiabilité Maytag
et service de l'usine.
Livraison 15 jours.

Appareils électriques, Mail St-Roch,
6e étage, Place Laurier et
Place Fleur de Lys.



MAYTAG



HITACHI
Téléviseur portatif 20" Hitachi,
noir et blanc

199.00

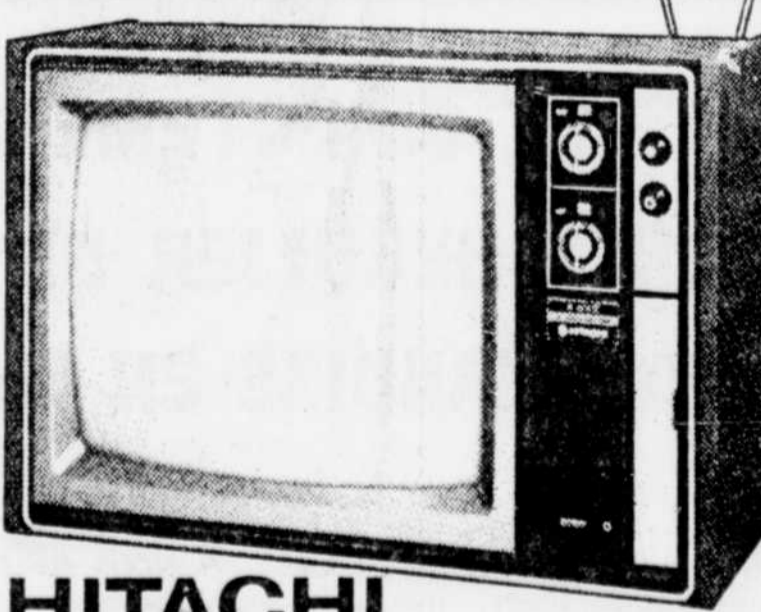
- Syntonisateur UHF. • Circuit de commande automatique. • Structure sans châssis. • Circuit pour éliminer les bruits.



RCA
Télécouleur portatif 20" RCA,
tout transistorisé

497.00

- Excellent appareil doté de tous les derniers perfectionnements.
- Châssis tout transistorisé. • Une seule touche pour régler automatiquement la couleur, la brillance et le contraste. • Syntonisateur automatique. • Entrée supplémentaire pour le câble. • Image instantanée. • Sélecteur de canaux rotatif UHF/VHF transistorisé. • Indicateur de canaux à lecture directe. • Tube-image 20" également disponible.



HITACHI
Télécouleur portatif 20" Hitachi,
exclusif au Syndicat

599.00

- Circuit 100% transistorisé. • Réglage d'image électro-automatique. • Tube d'image couleur "Luma 1" assurant une image plus claire et nette.



HITACHI
Ensemble stéréo-modulaire
de haute qualité Hitachi

Rég. 382.00
299.00

- Comprendant un amplificateur-récepteur AM-FM, une table tournante automatique, deux puissants haut-parleurs et un lecteur de cartouches 8 pistes.

40% des jeunes placés en centres d'accueil ne devraient pas y être

par Ghislaine RHEULT
envoyé spécial du Soleil

MONTREAL — Le réseau actuel des services aux jeunes dits "mésadaptés sociaux" est gravement déficient et l'éventail des mesures dont on dispose est beaucoup trop restreint.

— 40% des 5,000 jeunes placés en centres d'accueil ne devraient pas y être.

— Ces 73 centres qui drainent un budget annuel de \$80 millions sont mal utilisés.

— La formation du personnel des centres laisse à désirer. La scolarité moyenne des éducateurs est de 13,7 ans et l'ancienneté moyenne de 2,7 ans.

— La réinsertion sociale et la préparation au travail sont des dimensions négligées par les centres. 12 sur 73 occupaient l'année dernière de réinsertion sociale et seul le Centre du Mont-Saint-Antoine prenait en considération la préparation au milieu du travail.

Tels sont quelques-uns des symptômes de carences dont souffre le réseau et qui viennent d'être soulignés par la publication du rapport Batshaw. Ce comité de 8 membres formé l'année dernière après une série de crises graves traversées par les centres de détention de jeunes adolescents propose dans 168 recommandations un train de mesures et de ressources nouvelles pour transformer cette "poudrière" qu'est devenu le réseau des centres d'accueil au Québec.

Placé sous le signe de "l'intervention minimale" de "l'intégration du jeune dans son milieu", de "l'évaluation constante" des interventions, le rapport critique notamment le caractère "institutionnel" qui a été imprimé à l'ensemble du réseau par le ministère des Affaires sociales.

Il propose, que soient gelées les institutions à leur nombre actuel et que pour les années à venir, le minis-

tère cesse de financer la construction de nouvelles institutions. Il suggère également la réduction du nombre de lits des centres en opération.

D'autre part, il propose l'élargissement de la vocation actuelle des centres d'accueil pour offrir une gamme plus variée et plus riche de possibilités aux jeunes.

Des ressources

Parmi ces nouvelles ressources, qui seraient créées dans la zone d'influence des centres d'accueil les auteurs suggèrent:

— un réseau d'auberges; elles seraient installées dans les quartiers, offriraient gîte et couvert et répondraient aux besoins des jeunes qui ont seulement besoin d'un refuge, sans nécessiter de services professionnels;

— des centres de jour pour les jeunes qui séjournent dans leur famille mais qui ont besoin d'un soutien, de consultations pour le travail, l'école, les loisirs, l'apprentissage de la vie indépendante. Ces centres seraient également intégrés dans les quartiers;

— les familles d'accueil; cette ressource existe, mais d'après les auteurs du rapport, elle est mal utilisée. Elle pourrait l'être selon diverses modalités (hébergement à court ou long terme) et aurait un rôle de réinsertion sociale à assumer;

— les foyers de groupe dont la formule existe actuellement mais qu'il faudrait étendre;

— l'institution, qui demeure un milieu fermé pour les "mésadaptés sociaux" offrirait également des "séjours de réflexion" et exceptionnellement se transformerait en unités de détention pour les jeunes ayant commis des délits qui attendent un procès ou pour les jeunes après des "fugues";

— enfin le centre sécuritaire, élément actuellement le plus explosif du réseau où le

délinquant serait envoyé pour une période limitée "la plus courte possible". Seul le jeune ayant commis des délits en présentant des signes sérieux de "dangerosité" devrait y être admis après avoir été représenté en cour par un avocat. Un comité d'experts devrait assister le juge pour prendre cette décision. De plus, son admission devrait être assortie de normes rigoureuses d'évaluation dans le cadre d'un plan d'intervention.



Manuel Batshaw

Le comité Batshaw prévoit l'intégration de services tels la réadaptation communautaire, l'assistance aux parents, les services de réadaptation en milieu scolaire, les services de réinsertion sociale qui soutiendraient l'intégration du jeune dans un esprit "d'intervention minimale".

A ces services "hors institution" pourraient avoir accès le nombre impressionnant de jeunes des centres (25% de garçons et 80% de filles) qui sont uniquement des cas de "protection" et qui sont parqués dans les établissements des mois durant faute d'autres ressources à leur offrir. Des services d'hébergement non sécuritaires devraient être créés de toute urgence à Montréal et à Québec recommande le comité Batshaw.

Malgré l'accroissement des ressources, l'application des propositions du comité Batshaw pourrait représenter des économies. On évalue également à \$10,000 par année le coût d'un placement en institution alors que les services de probation coûtent \$608 par année et le place-

ment en famille d'accueil \$718. (Cette rémunération est cependant dérisoire notent les auteurs.)

Autres recommandations

Parmi d'autres recommandations notons:

— que le ministère des Affaires sociales autorise l'ouverture de postes de travailleurs sociaux en centres d'accueil suivant un ratio d'un travailleur social par 40 enfants, ratio qui devrait descendre à un par 25 enfants au cours des deux prochaines années;

— que le ministère des Affaires sociales ajuste les salaires des éducateurs sur ceux des enseignants;

— que des dossiers soient standardisés dans l'ensemble du réseau mais que ces dossiers soient détruits dès que l'adolescent atteint 18 ans.

Modifications à la loi

Le comité réclame en outre que les parties de l'avant-projet de loi de protection de la jeunesse actuellement à l'étude qui permettent "l'hébergement" des jeunes dans les prisons soient retirées.

LE Syndicat DE QUÉBEC

• MAIL ST-ROCH • PLACE LAURIER • PLACE FLEUR DE LYS

UNE MODE À LA MODE DE CHEZ NOUS



Un imprimé original qui donne beaucoup de chic

Très bel ensemble en mélange de polyester et coton. Haut tunique ceinturé à la taille, jupe droite enjolivée de détails comme la petite poche fendue sur un côté et le boutonnage juste dans le bas. Imprimé original de couleurs très tendres à prédominance bleue. 6 à 16 ans.

50.00

Robes pour dames. Mail St-Roch, 3e étage. Place Laurier et Place Fleur de Lys.

Les Québécois ont encore besoin de

LA CROIX BLEUE DU QUÉBEC

Inscrivez-vous maintenant.

(Ce régime est réservé aux résidents âgés de moins de 65 ans au 29 février 1976.)

Pas de questionnaire médical. Les demandes d'inscriptions sont acceptées jusqu'au 29 février 1976 inclusivement.

Vous pouvez compter sur

LA CROIX BLEUE DU QUÉBEC

pour vous aider à payer les frais de:

- séjour en chambre privée ou semi-privée (le coût des chambres privées varie de \$10.50 à \$21.00 par jour, et le coût des chambres semi-privées de \$6.50 à \$9.00 par jour);
- soins d'infirmières privées (honoraires: \$54 par huit heures de garde);
- soins de chiropraticiens, d'ostéopathes et de physiothérapeutes autorisés;
- tests diagnostiques;
- transport en ambulance et de bien d'autres soins encore.
- médicaments prescrits;

LA CROIX BLEUE DU QUÉBEC

complète les régimes d'assurance-hospitalisation et d'assurance-maladie du Québec. La Croix-Bleue du Québec protège plus de 700,000 Québécois.

Pour de plus amples renseignements, veuillez nous adresser la demande ci-jointe dès aujourd'hui.

LA CROIX BLEUE DU QUÉBEC

C.P. 910, Station "B", Montréal, Québec H3B 3K8

Veuillez m'envoyer immédiatement (sans obligation de ma part) tous les renseignements nécessaires et une formule de demande.

NOM (EN LETTRES MOULÉES) _____

ADRESSE NO RUE _____

VILLE ZONE POSTALE _____

COMTÉ (si vous résidez hors de l'île de Montréal) _____ Q15-17

LA CROIX BLEUE DU QUÉBEC

Au service des Québécois depuis 34 ans

La décision d'Otto Lang est approuvée

par Damien GAGNON
du bureau du Soleil

RIMOUSKI — Le Conseil régional de développement de l'Est du Québec (CRDEQ) est d'accord avec le ministre canadien des Transports, M. Otto Lang, qu'il faut arrêter les études et prendre une décision le plus tôt possible, relativement à l'aménagement du port de mer de GROS-CACOUNA.

Pour le CRDEQ le projet d'un port en eau profonde à Gros-Cacouna est un dossier très important et il en a fait sa grande priorité pour l'année 1976.

Les propos tenus, la semaine dernière, par le ministre Lang ont créé de nouveaux espoirs. M. Lang qui rencontrait une délégation de promoteurs du super-port de Gros-Cacouna a déclaré qu'il

n'avait demandé à ses hauts fonctionnaires d'arrêter les études concernant l'aménagement du port de mer de Cacouna et qu'une décision serait prise au printemps.

Il devait ajouter qu'il était convaincu de la nécessité de nouvelles installations d'entreposage du grain le long du Saint-Laurent et que Gros-Cacouna était un site approprié.

Il n'en fallait pas plus pour faire renaître l'espoir chez les membres du conseil d'administration du CRDEQ. Le président, M. René Daigault a immédiatement adressé un télégramme à M. Lang qui se lit comme suit: nous sommes convaincus que ces nouvelles installations seraient nécessaires et que Gros-Cacouna est le site approprié et nous souhaitons donc avec vous une réalisation à court terme.

Vous ne trouverez pas meilleurs prix ailleurs!

ROSBIF POINTE DE SURLONGE COUPE FRANÇAISE	LB	1.43
COTELETTES DE PORC	LB	1.43
LANGUE DE BOEUF	LB	.37
ROTI DE PORC DANS LE FILET	LB	1.39
POITRINE DE POULET NON CONGELÉE	LB	1.19
STEAK HACHE	LB	1.15
BOEUF POUR CONGELATEUR EMBALLE CONGELÉ RONDE DE BOEUF STEER C-1	LB	.89
DERRIERE DE BOEUF STEER C-1	LB	.92
DEMI-PORC MAIGRE	LB	.89

SPECIALITE BOEUF EN GROS POUR CONGELATION

NOUS ACCEPTONS LA CARTE CHARGEEX

BOUCHERIE MORIN ENR.

GROS ET DETAIL - FRUITS ET LEGUMES

TEL.: 889-2680 - ST-ISIDORE: 646-5910

Les professionnels de l'Etat tentent de refaire l'unité

par J.-Jacques SAMSON

Environ 1,000 personnes du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec ont participé hier, au Fistro Roc-Amadour de Québec, à la première et la plus importante de huit assemblées régionales d'information sur l'état actuel des négociations pour le renouvellement de leur contrat de

travail et ont répondu au comité exécutif du syndicat qui réclamait un vote de confiance de la part des syndiqués.

Le résultat de ce scrutin secret ne sera toutefois connu que vendredi, lorsque des votes identiques auront été pris demain, à Rimouski, Jonquière et Hull; mercredi à Montréal; et jeudi, à Trois-

Rivières, Sherbrooke et Rouyn. Celui de Québec est prépondérant puisque 3,000 des 5,200 professionnels syndiqués du gouvernement oeuvrent dans la capitale provinciale.

Le comité exécutif du syndicat a décidé de procéder à un tel sondage pour démontrer sans équivoque, explique le président du syndicat,

M. Jacques Doré, qu'il possède de un mandat clair et l'appui de la majorité en dépit des dissensions qui ont secoué ce contingent depuis le début de l'année. Le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec négocie sans l'appui du front commun syndical.

Le président Jacques Doré a expliqué que la partie patronale était consciente de la division actuelle des membres du Syndicat des professionnels et qu'elle cherchait à en tirer profit en accélérant le rythme des négociations.

Une réponse affirmative de la part des syndiqués, ajoutait-il, permettrait de faire "face à la musique". M. Doré a d'ailleurs produit une lettre

patronale qui réclame de M. Jean-Paul Legault, de la direction générale des relations de travail, que le nombre de séances hebdomadaires de négociation soit porté de deux à trois.

La partie syndicale compte régler d'abord les clauses normatives avant de s'attaquer à celles à incidence monétaire. Parmi ces dernières, d'importantes n'ont pas été abordées: les salaires, les congés de maternité, les frais de voyage, d'assignation et d'usage de voitures personnelles, les frais de déplacement et les allocations spéciales.

Des ententes sont intervenues sur les articles portant sur les droits de l'employeur, la grève, le régime syndical.

C'est le jeu du chat et de la souris sur la Côte-Nord

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ÎLES — Depuis quelques semaines, on pratique le jeu du chat et de la souris dans le monde de l'enseignement sur la Côte-Nord.

Le Syndicat de l'enseignement du Nord et la douzaine de commissions scolaires de la région se surveillent mutuellement dans les moyens de pression employés pour accélérer les négociations avec le gouvernement afin de conclure une convention de travail.

Désertion des classes, séances d'étude, réunions spontanées, absences prolongées, suspension des cours, fermeture des écoles et lock-out font partie du harcèlement pratiqué.

La région de Sept-Îles est actuellement la plus durement touchée. La régionale du Golfe a fermé les deux écoles polyvalentes de la ville, depuis trois jours, mettant 310 enseignants en congé sans solde et privant 4,000 étudiants de cours.

Ici et là sur le territoire, des professeurs ont voulu faire pression en abandonnant des classes; en revanche, les commissions scolaires ont retourné les enfants au domicile.

A Ville de Gagnon, les autorités scolaires ont décrété un lock-out pour les 30 enseignants; le syndicat a réagi et menacé de durcir les moyens de pression; hier, on annonçait que les écoles étaient accessibles aux étudiants.

Les écoles élémentaires des régions de Forestville et de Tadoussac ont été fermées une journée par une suspension de cours: 120 ensei-

gnants et 2,550 étudiants ont été touchés.

Dans la région de Baie-Comeau-Hauterive et des villes avoisinantes, c'est la politique du "temps travaillé temps payé" qui est en vigueur. Cette position ferme des autorités aurait eu pour effet de garder en classe les 295 enseignants et 8,050 élèves du niveau élémentaire, et les 400 professeurs et 6,800 étudiants du secondaire.

A l'intérieur de la régionale du Golfe, les dirigeants scolaires ne veulent pas prendre de mesures "brimant la liberté des employés en restreignant de quelque façon que ce soit leurs droits de revendiquer dans la légalité, des conditions de salaire et de travail qu'ils jugent essentielles pour pratiquer leur profession". Mais il y a toujours la menace de fermeture des écoles s'il y a "des forces majeures", englobant les moyens de harcèlement.

Les autorités scolaires ont ainsi établi certains coûts du harcèlement actuel: \$500 par jour pour le transport spécial des écoliers lors des suspensions imprévues de cours, et \$750 par semaine, à Sept-Îles, pour engager des surveillants lorsque les enseignants s'absentent.

Le président de la commission scolaire de Sept-Îles, M. Louis-Ange Santerre a affirmé au cours d'une conférence de presse qu'il était "choqué à propos du fonctionnement lourd dans ces négociations". M. Santerre a reproché et critiqué le gouvernement et la Centrale de l'enseignement du Québec "qui tardent à déposer les offres et demandes complètes et globales". Pour M. Santerre, il y a un manque de bonne foi des deux côtés impliqués.

De plus, M. Santerre a révélé qu'il demanderait à la Fédération des commissions scolaires d'instituer un mécanisme de négociations permanente pour le cours de la prochaine convention. D'après le président de la commission scolaire de Sept-Îles, ce moyen réduirait les tensions qui subsistent au niveau local et régional, et permettrait de solutionner des problèmes dès qu'ils se présentent et pas attendre que la situation pourrisse.

Le président de la régionale du Golfe et le président du conseil des 52 commissaires, MM. Jean-Claude Roy et Jean-Louis Labbé ont acquiescé à ces propos de M. Santerre.

le secteur public en négociation

Le président Jacques Doré a expliqué que la partie

dissensions qui ont secoué ce contingent depuis le début de l'année. Le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec négocie sans l'appui du front commun syndical.

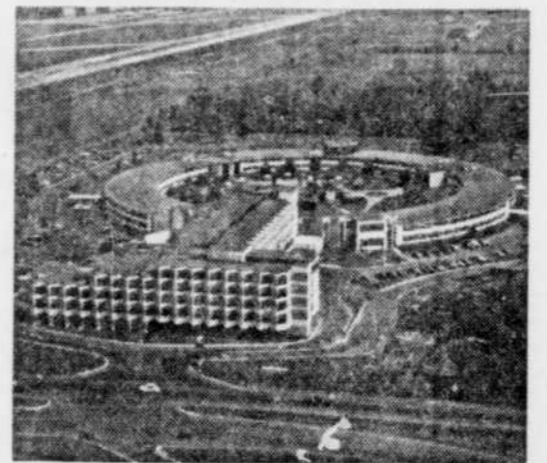
Un groupe de dissidents a tenté, sans succès, le 24 janvier dernier, d'obtenir la désaffiliation du Syndicat des professionnels de la CSN. Un référendum sur ce sujet pourra toujours être tenu après la signature d'un nouveau contrat de travail.

Rapport des négociations

Selon le comité d'information du SPGQ, 9 clauses normatives ont fait l'objet d'une entente, après 24 rencontres avec la partie patronale. De plus, précisait-on, 21 séances ont été reportées par la partie patronale et 8 par le comité de négociation du syndicat.

La question posée cette semaine aux 5,200 professionnels à l'emploi de l'Etat est la suivante: "Êtes-vous pour ou contre que le comité exécutif, le comité de négociations et le comité de stratégie actuels poursuivent le travail entrepris dans les négocia-

LE MONTREAL AÉROPORT HILTON



Passez donc chez nous lors de votre prochain séjour à Montréal et faites-vous plaisir! Venez vous divertir à notre discothèque, La Discauto. Vous pourrez danser jusqu'à trois heures du matin aux sons d'orchestres réputés.

Après une journée de travail, venez vous détendre au Bar-Salon La Barrique, où la musique est agréable et discrète. Deux restaurants exceptionnels. Au Coin du Feu et La Crémierie, se disputent l'honneur de vous satisfaire. Des tennis intérieurs sont à votre disposition à cinq minutes de l'hôtel. De plus, lorsqu'il fait beau, vous pouvez vous promener, nager, prendre un bain de soleil et dîner en plein air dans notre superbe jardin privé de deux arpents et demi. Le stationnement est gratuit, nous en avons des milliers de mètres carrés.

P.S. Nous sommes facile d'accès, seulement deux minutes et demie de l'aéroport de Dorval par service gratuit de navette. 30 minutes du nouvel aéroport international de Mirabel via l'autoroute 13. Et, nous ne sommes qu'à 20 minutes du centre ville de Montréal.

ÇA, C'EST LA BELLE VIE!

Administré par Hilton International. Autres hôtels administrés par Hilton Canada: L'Hôtel Vancouver et le Rameau Elizabeth, à Montréal; l'hôtel du CNU, Le Toronto Airport Hilton et le Québec Hilton. Pour réservations, appelez votre agent de voyages, tout hôtel Hilton ou le Hilton Reservation Service.

Des cours suspendus à la polyvalente de l'Ancienne-Lorette

Des enseignants de la polyvalente de l'Ancienne-Lorette et de l'école Masson, à Duberger, n'ont pas donné leurs cours, une partie de la journée d'hier, pour protester contre la suspension de plusieurs professeurs décrétée par la régionale Chauveau.

Ces professeurs ont été suspendus parce qu'ils n'avaient pas obéi à la directive de la régionale de remettre les notes pour la confection des bulletins des élèves.

D'autre part, le comité d'école de la polyvalente d'Orsainville vient de faire connaître sa démission en bloc.

Dans une lettre signée du président, M. Roger Bilo-deau, le comité écrit que les parents et les enfants en ont assez des pressions volées ou non qui leur sont faites depuis novembre dernier, perturbant ainsi les cours et risquant de faire perdre l'année scolaire des enfants.

Hé!
NE CHERCHEZ PAS PLUS LOIN, C'EST CHEZ MODERN PLYWOOD LTD. QUE VOUS TROUVEREZ CE DONT VOUS AVEZ BESOIN

TOUJOURS A PRIX D'ALBAINES!

CHOIX COMPLET. Poignées d'armoire styles Louis XIV, moderne, colonial, etc. Prix très spéciaux!	CHOIX COMPLET DE POTEAUX NORD. Styles colonial, méditerranéen, provincial, etc. Prix très spéciaux!
MIROIRS DECORATIFS Grand choix. Modèles de porte	85 \$/ca.
GRAMPES A TUILLES 9/16 ARROW GOOD	\$3.25
PRELIART SANS CIRAGE Super floor	\$2.20
CEBRE AROMATIQUE Panche, paquet de 42 pl. ca.	\$15.95
PLANCHE EMPLOYEES 6'	\$145.00 M.P.
2" x 4" x 8'	.67
MEGANTIC 1/2"	.94 M.P.
1 gal. RUSTICO	\$8.60
5 gal.	\$37.50
PORTES DE BOUCHE Choix de modèles	\$5.95
GRAND CHOIX DE PHARMACIES Exemple: détail PHARM	\$27.95
POUR FINITION BRIQUES	
Z' BRIQUE la boîte	\$4.95
ARBORITE 2 x 4, 2 x 6, 4 x 8 à compter de	\$3.25
RIPPE 1/2" 4' x 8'	\$5.70
SPECIAL COLORLOCK et autres # 1 à compter	\$295 M.P.
FILS ELECTRIQUES en cuivre 14 - 2 Régule 750 pl. 2230	.10 \$/pl.

Nous faisons le livraison à l'extérieur également
LIVRAISON GRATUITE AVEC TOUTE COMMANDE RAISONNABLE
Aussi matériaux neufs et usagés de toutes sortes à prix d'adobes

MODERN PLYWOOD LTD.
1206, Courcellette - Villa de Béclair - Tél: 842-1911
Taxe fédérale incluse • Ouvert jeudi et vendredi soir

Le POURRIERE *Premont*

TRANS CANADA

Ne manquez pas cette offre commençant aujourd'hui

DESSIN COUTURIER LIQUIDATION DE FEVRIER

Notre grand pouvoir d'achat nous permet de vous offrir la qualité Premont tout en vous faisant épargner des centaines et des centaines de dollars.

RAT MUSQUE
Nouveau modèle à la dernière mode
\$158

VISON RANCH
Nouveau modèle à la dernière mode
\$1088.00 (fait pour se vendre \$1,495.00)

CHAT SAUVAGE
Nouveau modèle à la dernière mode
\$688

JACQUETTE RENARD
Nouveau modèle à la dernière mode
\$448

REDUCTIONS SPECIALES sur VISONS CANADIENS

Quantité limitée
MANTEAUX VISON
CREATIONS PREMONT
Prix de liquidation de février: \$788.00 à \$2988.00 (fait pour se vendre \$1,195.00 à \$3,495.00)

SPÉCIAUX PREMIERE HEURE

TOUS NOS CHAPEAUX DE FOURRURES réduits de **50%**

MANTEAUX DRAP DOUBLE OPOSSUM \$298

MAGNIFIQUES manteaux de lapin aussi peu que \$158

Profitez d'épargnes sans précédent durant cette superbe vente et faites mettre de côté celui de votre choix. Egalement, autres modes de paiement.

125 EST, ST-JOSEPH - 524-3541
LUNDI, MARDI, MERCREDI 9h.30 a.m. à 5h.30 p.m.
JEUDI, VENDREDI 9h.30 a.m. à 9h.00 p.m.
SAMEDI 9h.30 a.m. à 5h.00 p.m.

Lapin teint lynx ou teint brun	\$158.00
Jaquette (bumber) rat musqué naturel	\$158.00
Manteaux drap double d'opossum	\$298.00
Manteau rat musqué naturel pleine longueur (1 seulement)	\$388.00
Manteaux chat sauvage teint Rustic (2 seulement)	\$588.00
Manteaux rat musqué naturel pleine longueur	\$688.00
Manteaux castor canadien rosé	\$888.00
Manteaux vison ranch foncé (3 seulement)	\$1,088.00
Manteaux vison pastel naturel (2 seulement)	\$1,288.00
Manteau Fitch naturel (1 seulement)	\$1,488.00

Le stade sera prêt pour les épreuves d'athlétisme

par Gilles BOIVIN
du bureau du Soleil

MONTREAL — Les compétitions d'athlétisme de la 21^{ème} olympiade se tiendront définitivement dans le stade Taillibert où les travaux sont déjà suffisamment avancés pour garantir au moins autant de sièges que n'en prévoyait le "plan de catastrophe" que la Régie des installations olympiques

avait dû consentir au Comité international olympique à Innsbruck.

Le ministre responsable de la régie, M. Victor Goldbloom, a en effet révélé à la centaine de journalistes et curieux qui participaient hier à la visite des chantiers olympiques que 20.000 sièges pourraient déjà être installés dans le stade s'il fallait arrêter les travaux maintenant.

Le plan de catastrophe prévoyait justement l'installation de 20.000 sièges temporaires à proximité du centre Claude-Robillard dans l'hypothèse où le stade n'aurait pu être achevé à temps pour l'ouverture des jeux, le 17 juillet prochain.

Les journalistes ont pu constater de visu que les travaux progressent à un rythme satisfaisant au complexe olympique. Les effectifs

ouvriers ont été augmentés et quatre équipes (deux de jour et deux de nuit) s'affairent 22 heures par jour, six jours par semaine, à assembler les pièces de cet immense jeu de mécano.

Dans les piscines, 1.150 travailleurs tentent de rattraper le temps perdu dans cette partie du complexe qui a causé le plus d'inquiétude au Comité international olympique.

De fait, hier, il a été possible de se rendre compte sur place à quel point les travaux ont progressé dans cet imposant hall de natation situé sous le mât du stade. En avance de quatre jours sur l'échéancier, le hall de natation commence de prendre forme avec ses gradins, son tremplin de plongeon au trois quart terminé et le bassin de plongeon sérieusement amorcé.

L'été prochain, il sera possible de se rendre compte sur place à quel point les travaux ont progressé dans cet imposant hall de natation situé sous le mât du stade. En avance de quatre jours sur l'échéancier, le hall de natation commence de prendre forme avec ses gradins, son tremplin de plongeon au trois quart terminé et le bassin de plongeon sérieusement amorcé.

L'été prochain, il sera possible de se rendre compte sur place à quel point les travaux ont progressé dans cet imposant hall de natation situé sous le mât du stade. En avance de quatre jours sur l'échéancier, le hall de natation commence de prendre forme avec ses gradins, son tremplin de plongeon au trois quart terminé et le bassin de plongeon sérieusement amorcé.

Quant à la pose finale des tuiles de céramique des piscines, l'entrepreneur responsable estime pouvoir y parvenir dans un délai plus court que celui prévu par la régie.

Quant au stade, l'ossature de béton s'habille graduellement et sept des quelque 30 fuseaux (espace entre chaque console) sont remplis (gradins, toiture métallique, voirie, etc). Cependant, les ingénieurs de la régie ont indiqué que la toile imperméabilisée qui devait recouvrir la toiture métallique ne sera pas en place pour les jeux.

Les demi- consoles accrochées au mât du stade et qui supporteront quatre autres éléments de l'anneau technique pour fermer le cercle commencent de poindre au mât tronqué.

Par ailleurs, le ministre Goldbloom s'est refusé à commenter les propos tenus

par le maire Jean Drapeau dans une entrevue fleuve accordée à un quotidien montréalais à l'effet qu'il avait été induit en erreur par les mandataires-coordonnateurs du complexe olympique (Lalonde, Lamarre, Valois et Desourdy-Duranceau) quant au cheminement critique des travaux.

M. Goldbloom n'en a pas moins confirmé que la régie s'était "substituée en quelque sorte aux mandataires-coordonnateurs" pour la préparation des derniers échafaudages et "pour être assurée d'avoir toute la vérité".

Le ministre a cependant indiqué que les professionnels de cette firme effectuaient toujours des travaux de la régie.



Le ministre Goldbloom a affirmé que 20.000 sièges pourraient être installés dès maintenant dans le stade Taillibert.

QU'EST-CE QU'UN BIBLIOTHÉCAIRE PROFESSIONNEL?

"Celui qui, ayant la compétence requise, a pour fonction principale: 1) de créer, développer et administrer des bibliothèques ou des centres de documentation en vue de conserver scientifiquement le savoir humain sous quelque forme qu'il se présente; 2) de classer et organiser les instruments de conservation du savoir humain selon les méthodes scientifiques couramment enseignées dans les universités; 3) de rendre le savoir humain accessible aux institutions et aux personnes par l'initiation aux méthodes nécessaires pour utiliser les services des bibliothèques et pour organiser un système local de bibliothèques relié à tout système régional, provincial, fédéral ou international." (Lois du Québec 1969, chap. 105, art. 3).

QUI PEUT PORTER LE TITRE DE BIBLIOTHÉCAIRE PROFESSIONNEL?

"Toute personne dans la Province de Québec qui désire porter le nom de bibliothécaire professionnel ou qui porte le nom de bibliothécaire professionnel doit être membre en règle de la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec."

"En conséquence, toute personne qui se sert du titre de bibliothécaire professionnel ou qui usurpe ce titre de quelque façon que ce soit peut être poursuivie par la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec et est donc passible, sur poursuite sommaire, d'une amende \$50 à \$100, pour une première infraction et de \$100 à \$200, pour chaque récidive commise dans les deux ans qui suivent la première condamnation." (Lois du Québec 1969, chap. 105, art. 13 et 14).

par: **La Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec**

N.B. Le Bureau de la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec tient à informer ses membres que la fin de la période de renouvellement des cotisations pour l'année 1976 est prolongée du 30 janvier au 29 février 1976 en raison du dernier conflit postal.

Jean Drapeau s'explique sur l'escalade des coûts

MONTREAL (PC) — Dans une longue entrevue accordée au quotidien Montreal-Matin et publiée hier, le maire Jean Drapeau a donné ses explications de l'escalade des coûts et des retards de la construction des installations olympiques.

Il y aurait d'abord une mauvaise organisation des chantiers, entraînant une baisse de productivité, suivie de l'attrait des primes à la construction du village olympique aux dépens de celle du stade, de l'inflation et de l'indépendance de certains dirigeants ainsi que de leur xénophobie.

M. Drapeau ne refuserait pas une enquête sur l'administration des chantiers si elle devait avoir lieu après

les Jeux. Quant à la hausse vertigineuse des coûts, M. Drapeau fait entrevoir la possibilité de nouvelles formules de financement dont il est le seul à connaître les détails.


Toujours selon le maire, la ville de Montreal souhaitait l'intervention du gouvernement provincial et il en avait été question dès janvier 1975, mais personne n'était intéressé à s'en occuper à ce moment-là.

Sans mettre en doute l'honnêteté de l'entreprise des Terrasses Zarolega, M. Drapeau soutient que son administration n'avait pas intérêt à traiter avec cet entrepreneur à cause de l'imprécision

de ses engagements financiers.

Se disant inquiet des coûts d'exploitation du stade après les Jeux, le maire de Montreal croit cependant que le mât qui doit supporter une toiture assurera la rentabilité de l'édifice, rendu utilisable à l'année longue, 24 heures par jour. Le premier magistrat de la métropole ajoute: "On montera en haut du mât comme on grimpe sur l'Empire State Building à New York".

Quant à la reine Elizabeth II qui doit inaugurer les Jeux le 17 juillet, M. Drapeau déclare qu'il en serait peiné si elle était huée et il croit que Montreal aurait mauvaise presse dans ce cas.

 Université du Québec à Chicoutimi

DES INGÉNIEURS POLYVALENTS PAR LE GÉNIE UNIFIÉ

Le Québec a un pressant besoin d'ingénieurs de type polyvalent.

De plus en plus, en effet, la complexité des projets, les besoins de la société, les exigences de l'industrie, la protection de l'environnement réclament des ingénieurs préparés dans des conditions où leur compréhension des problèmes et leur sens de la synthèse seront mis à profit.

Voilà le type d'ingénieurs que l'Université du Québec à Chicoutimi prépare depuis quelques années. C'est après avoir fait des enquêtes auprès de sociétés qui emploient des ingénieurs qu'elle a mis sur pied son programme de génie unifié, programme qu'elle offre en exclusivité au Québec.

Cette innovation prépare les futurs ingénieurs à jouer un rôle nouveau dans l'entreprise. Aux connaissances de base spécifiques au génie, s'ajoute une formation en administration, en sciences humaines et en environnement.

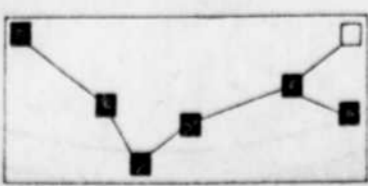
Le programme de génie unifié, des ingénieurs polyvalents, voilà une contribution importante à la société québécoise de la part d'une université consciente de son rôle.

Pour obtenir plus de renseignements sur le programme de génie unifié, on s'adresse au:

Directeur du Module de génie unifié
Université du Québec à Chicoutimi
930 est, rue Jacques-Cartier
Chicoutimi (Québec)
G7H 2B1

LE RÉSEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

L'Université du Québec à Chicoutimi est l'une des unités constituantes du réseau de l'Université du Québec



 **Daquet**
CENTRE-VILLE PLACE LAURIER



WHITE # 426 exécute le point EXTENSIBLE

Cette machine à coudre # 426 est spécialement conçue pour réaliser avec précision et facilité les coutures sur les tissus extensibles et pour les gros travaux de couture. Elle réalise sept motifs différents. Contrôle du point élastique, du point zigzag. Levier pour les boutonsnières. Demandez-la sans tarder et essayez-la pour toutes les modes printanières que vous voudrez réaliser.

R. 44, 3e, Centre-Ville et r. 844, Place Laurier 2e.

NOUS REPARONS LES MACHINES A COUDRE DE TOUTES SORTES.

REG. 280⁰⁰
Spécial

180⁸⁸

L'Industrielle a maintenant un actif de \$458 millions

par Jean-Paul GAGNE

L'Industrielle, compagnie d'assurance sur la vie, a augmenté en 1975 son actif de \$68 millions pour le porter à \$458 millions. A ce rythme, l'actif de la compagnie d'assurance québécoise dépassera le demi-milliard en 1976 et atteindra vraisemblablement le milliard de dollars vers 1980.

C'est ce qu'a révélé, hier, le président de la compagnie, M. Stanley E. Brock, au cours de l'assemblée générale annuelle des détenteurs de polices.

Plusieurs chiffres du rapport annuel de la compagnie témoignent de la croissance marquée de cette compagnie maintenant vieille de 70 ans.

Ainsi, l'assurance en vigueur est passée de \$44

milliards en 1974 à \$50 milliards en 1975; le revenu des primes s'est accru de \$10 millions pour atteindre \$96,2 millions et le revenu des placements a augmenté de \$8 millions pour se chiffrer par \$34 millions.

Le taux de rendement net de la compagnie s'est établi à 8,40 p. 100 en 1975, comparativement à 7,86 p. 100 l'année précédente. Selon M. Brock, "c'est le taux le plus élevé de toutes les compagnies d'assurance-vie au moins aussi grosses que L'Industrielle".

Quant aux rendements bruts des nouveaux placements, ils ont fluctué entre 10 et 11,75 p. 100 pour les obligations et entre 10,5 et 11,5 p. 100 pour les hypothèques. M. Brock a révélé que la compagnie allait en 1976 orienter encore davantage ses placements vers les prêts hypothé-

caires, lesquels comptaient pour 44,8 p. 100 de l'actif, au 31 décembre 1975, comparativement à 42,3 p. 100 pour les obligations et 1,2 p. 100 pour les actions. Dans le choix des obligations, L'Industrielle choisit de préférence les obligations d'entreprises financières, commerciales ou industrielles qui comptent pour 55 p. 100 des placements obligataires, en regard de moins de 20 p. 100 pour les titres gouvernementaux.

Par ailleurs, le compte des opérations de 1975 révèle des revenus totaux de \$135,9 millions, contre des déboursés de \$133,8 millions, dont \$108 millions en paiements aux assurés ou à leurs bénéficiaires, ce qui laisse un profit net après impôt de \$2,07 millions, comparativement à \$2,75 millions, l'année précédente.

Le président a expliqué cette baisse dans le profit de la compagnie principalement par les coûts élevés du lancement de la filiale de services d'informatique, Industrielle-Services techniques (IST), qui en était à sa première année d'opération en 1975.

Au cours d'une allocution, M. Brock s'est dit inquiet de l'avenir, suite au climat social, politique et économique qui s'est développé au Canada ces dernières années.

"Nous avons laissé s'installer au Canada un système par lequel les gens à faible revenu sont encouragés à ne pas travailler, alors qu'à l'autre bout de l'échelle, on décourage l'initiative et l'esprit de risque et d'entreprise qui, eux, fournissent l'emploi et produisent la richesse et les taxes du pays", a déclaré le président.

Pierre Tremblay, publicité inc.



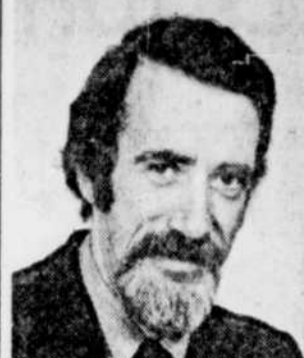
M. Raymond Bélanger

Monsieur Pierre Tremblay, président de Pierre Tremblay, Publicité Inc. est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Raymond Bélanger au poste de vice-président, directeur des relations publiques.

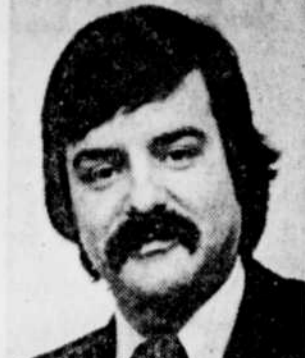
Bien connu dans le domaine des communications au Québec, Monsieur Bélanger est membre de la Société canadienne des relations publiques. Il fut le président-fondateur du Club de la Publicité de Québec.

Des artisans québécois exposeront à New York

Pierre Tremblay, publicité inc.



M. Jacques Vachon



M. René Larivière

Trois entreprises de la région de Québec exposeront au Salon du cadeau de New York du 22 au 27 février prochain. Il s'agit de Maison Lavignette Ltée de Québec, Unique Art Inc. de Saint-Martin de Beauce et Sculpture Caron de Saint-Jean-Port-Joli. Quatre autres entreprises de la région de Montréal participeront également à ce salon, soit Maison des poupées Inc. de Laval, H.I. Total Glass Blowing Ltd de Montréal, les Industries P.E.C. Inc. de Terrebonne et Vastill Inc. de Granby. Cette participation d'entreprises québécoises a été réalisée avec la collaboration et l'aide du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.

Monsieur Pierre Tremblay, président de Pierre Tremblay Publicité Inc., est heureux de vous faire part de récentes nominations au sein de son entreprise. M. Jacques Vachon accède au poste de directeur de la production graphique de l'agence alors que Monsieur René Larivière se voit confier les fonctions de directeur artistique de ce même service. Messieurs Vachon et Larivière ont reçu confirmation de leurs assignations respectives le 1^{er} janvier 1976.

Claude Taylor nommé président d'Air Canada

OTTAWA (PC) — Le long suspens de la succession de M. Yves Pratte à la direction de la société Air Canada a connu son dénouement, hier, avec la nomination de M. Claude Taylor au poste de président et de directeur-général de la société d'Etat.

La nouvelle a été annoncée à l'issue d'une réunion du



M. Taylor

conseil d'administration de la compagnie par le ministre des Transports, M. Otto Lang.

En tant que président, M. Taylor succède à M. R. T. Vaughan, qui détenait ce poste depuis deux ans et qui devient vice-président supérieur de la corporation.

D'autre part, en tant que directeur-général de la compagnie, M. Taylor assume le poste laissé vacant par la

démission de M. Yves Pratte, en novembre dernier.

C'est M. Pierre Taschereau, directeur-général du Canadien national, qui assurait l'intérim depuis la démission de M. Pratte.

Certaines rumeurs veulent que le poste de président ait été offert à M. Pierre Desmarais II, maire d'Outremont et membre du conseil d'administration d'Air Canada, mais que celui-ci aurait décliné l'offre.

Il a travaillé successivement dans le domaine des ventes et de la commercialisation avant de devenir vice-président du développement stratégique en 1970, vice-président aux affaires gouvernementales et industrielles en 1971 et vice-président aux affaires publiques en 1973.

Il fait également partie des conseils d'administration d'Air Jamaica et de l'Association des transporteurs aériens du Canada.

La nomination de M. Taylor intervient après plusieurs mois de tergiversations des autorités gouvernementales, qui étaient constamment assaillies de questions de la part de l'opposition quant au choix du prochain directeur-général d'Air Canada.

agro-alimentaire

Les transformateurs de produits laitiers s'inquiètent vivement

par Marc LESTAGE

Les coupures de subsides déjà décrétées par le gouvernement fédéral pour réduire la production laitière et l'imminence de nouvelles hausses du prix du beurre et du fromage risquent d'avoir des conséquences graves pour l'industrie de la transformation des produits laitiers.

L'ancien directeur général de la Coopérative agricole de Granby, M. Philippe Pariseau, n'a pas dissimulé ces craintes, lors de l'assemblée annuelle de cet organisme.

Politique laitière

La dernière politique laitière devait assurer les producteurs d'un prix de \$11,02 les 100 livres de lait. On prévoyait alors une production totale de 10 milliards de livres de lait pour l'année 1975.

Mais, l'année 1975 a été des plus favorables à la production de lait. Les

pâturages étaient verdoyants et généreux. De plus, chaque producteur du pays a maintenu un nombre anormalement élevé de vaches en production durant cette année à cause du vil prix offert par les abattoirs. L'ensemble de ces facteurs a favorisé une production bien supérieure à 11 milliards de livres.

Dans ces circonstances, le fédéral ne pouvait plus verser le subside de \$2,66 les 100 livres sur toute la production sans grever son budget initial de \$275 millions.

Le gouvernement a donc décrété une diminution de son aide de façon à décourager une production trop abondante et ramener la production à un niveau normal de 9,5 milliards de livres.

Prix

Une nouvelle politique sera annoncée en avril 1976. Déjà, il semble assuré que le prochain budget ne dépassera pas les \$262 millions dont \$40 millions

doivent servir à financer les inventaires invendus de poudre de lait.

Dans ces circonstances, pour que le revenu des agriculteurs soit maintenu au niveau actuel, il faudra compter une dépense additionnelle de \$40 millions qui sera puisée à la vente des produits agricoles si le fédéral s'obstine à ne pas augmenter sa propre mise de fonds.

A toute fin utile, compte tenu que 100 livres de lait permettent de fabriquer 9 livres de fromage ou encore 4 livres de beurre et 8,2 livres de poudre, il faudra que le fédéral augmente de 8 cents la livre de beurre, de 6 cents la livre de poudre ou encore de 9 cents la livre de fromage.

Ces augmentations permettraient de toucher environ 83 cents de plus pour chaque 100 livres de lait et de subventionner les surplus de poudre sans réduire le prix payé aux producteurs.

Le Québec compte 90,000 vaches de trop

par Gilles PEPIN
du bureau du Soleil

LEVIS — Il y a 90,000 vaches de trop dans le Québec.

Cette situation est due au fait que les agriculteurs ont été contraints de garder des bêtes plutôt que de les abandonner à trop bas prix aux encans d'animaux et aux abattoirs.

Et comme il y a eu, en plus, une saison estivale très favorable pour les pâturages et les récoltes, il en résulte une surproduction de lait. Le ministère fédéral de l'Agriculture qui avait bâti, l'an dernier, sa politique quinquennale de subsides sur un contingentement annuel de cent millions de 100 livres de lait, se retrouve devant une quantité de production qui a dépassé de 21 pour cent l'objectif en 1975, et devant des doléances renouvelées des producteurs laitiers.

Sept députés de la Chambre des Communes et représentant les comtés de Lévis, Bellechasse, Beauce, Kamouraska, Lotbinière, Mégantic et Charlevoix, se sont montrés sensibilisés aux problèmes des agriculteurs, hier, à Lévis. Ils rencontraient alors une soixantaine de dirigeants de syndicats de producteurs de lait industriel et de fédérations de l'UPA de la région, qui les avaient convoqués spécialement pour défendre leur dossier à Ottawa.

L'affaire des 90,000 vaches de trop a été soulevée par le

député de Beauce, M. Yves Caron, qui, pour un, a promis d'insister encore avec ses collègues, mais il a suggéré aussi quelque chose d'intéressant.

En répondant à ceux qui demandaient notamment de limiter les importations de fromage, M. Caron a suggéré que les usines de transformation du lait orientent leur recherche en vue de répondre à la demande du marché. Selon lui, le Québec produit 45 sortes de fromages, tandis que nos magasins en vendent 210 sortes.

Prix et coûts de production

En résumé, toute cette discussion pour sensibiliser les députés a tourné encore autour d'une même chose: les agriculteurs veulent obtenir des prix qui respectent: les coûts de production.

Le président de l'UPA de la région de Québec, M. René Lemieux, ainsi que le président du Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec, M. Robert Brochu, ont résumé les doléances en déclarant qu'il est temps que les députés québécois à Ottawa fassent front commun pour obtenir une aide adéquate du gouvernement fédéral.

La grande question posée par les députés, hier, fut

celle-ci: comment se fait-il que le coût de production déterminé par les producteurs est de \$11,00 du 100 livres, alors que celui fixé dans un "prix-cible" par le ministère fédéral est de \$11,02? La réponse des producteurs fut la suivante: "Le ministère ne veut pas reconnaître nos frais de gestion; il y a aussi le travail de la femme et des enfants qui ne figure pas dans le calcul. On est trop bons gestionnaires et trop efficaces".

Mais le pire, c'est que le prix-cible fixé au niveau fédéral n'est pas payé. Il y a une diminution des subsides à cause de la surproduction; il y a en plus une retenue pour compenser un déficit à l'exportation de la poudre de lait.

Finalement, le président de la Fédération de l'UPA de la région de Québec s'est dit pessimiste quant à un éventuel front commun des députés du Québec, "qui ont le dossier en main depuis plusieurs mois". Le président du Syndicat des producteurs de lait de la même région a cependant déclaré: "On se fie encore sur nos députés". C'était presque vouloir dire: on n'a pas le choix...

• Marketing, Développement et Communications
• Organisation, Techniques et Méthodes

ROGER SIMARD
ET ASS.

809, boul. des Chutes, G1E 2C5. Bur.: 661-7733

A VENDRE

DISTRIBUTEUR DE PIÈCES AUTOMOBILES \$150,000 NETS APRES IMPOTS

Cette compagnie a toujours été très rentable depuis plus de 35 ans et elle est gratifiée d'une excellente réputation dans l'industrie. Ayant toujours eu beaucoup de succès dans ses entreprises, le Directeur est maintenant prêt à prendre une retraite bien méritée.

Présentement, le volume annuel atteint les \$2,000,000 sans l'utilisation d'une mise en marché excessive; 95% de ventes au Canada et la distribution est principalement concentrée en Ontario et au Québec, accordant de grandes possibilités d'expansion dans les autres provinces du Canada et aux États-Unis.

L'achat peut se faire en prévision d'un revenu de 15-20% (net après impôt) sur l'investissement initial avec possibilité d'augmentation substantielle des revenus à venir.

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à:

FULLER JENKS LANDAU
Experts Comptables
Suite 2260, Place du Canada,
Montréal, Québec H3B 2S1
A l'attention de: M. R. H. Friedman, C.A.,
(514) 875-2865

Fiducie du Québec
le "Trust" des Caisses populaires

Réduisez vos impôts de 1975 avec un plan d'épargne-retraite/logement dans le FONDS DESJARDINS HYPOTHÈQUES

- placements sur première hypothèque
- stabilité du capital
- revenu élevé
- rendement net en 1975: 10.74%*

*(revenu 8.79% + plus value 1.95%)

FIDUCIE DU QUÉBEC
250 ouest, Grande-Allée,
Québec, G1R 4M8
Téléphone: (418) 524-4651
Poste: 240

M. Michel Renaud, pourriez-vous me faire parvenir votre brochure intitulée:
 Plan d'épargne-retraite Fonds Desjardins
 Plan d'épargne-logement Fonds Desjardins

NOM: _____
ADRESSE: _____
VILLE: _____ TÉL. _____
LE SOLEIL

À VENIR

C'est la durée de notre engagement à votre égard. Et, la somme totale de nos engagements s'élargit rapidement au même rythme que celui de nos progrès dans tous les secteurs de nos opérations.

En 1975, l'ensemble de la protection accordée à nos assurés atteint les 5 milliards de dollars.

Sur demande à notre siège social ou à l'un de nos bureaux régionaux vous obtiendrez une copie de notre rapport annuel.

L'INDUSTRIELLE
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

	1975	1974	Augmentation
Actif	\$ 457,784,241	\$ 390,080,982	17.4%
Assurance en vigueur	5,028,297,656	4,439,297,608	13.2%
Paiements aux assurés et à leurs bénéficiaires	44,398,386	36,121,933	22.9%

Bureaux au service de votre région.

MONTMORENCY
Centre Médical Laennec
1500, 18ème Rue
Québec

QUÉBEC-CENTRE
2835, chemin Gomin
Ste-Foy

QUÉBEC-LAURIER
1001, avenue Bégon
Ste-Foy

ST-ROCH
265, rue de la Couronne
Québec

STE-FOY
3188, chemin Ste-Foy
Ste-Foy

ASSURANCES ET RENTES COLLECTIVES
2700, boul. Laurier Ste-Foy

La cartonnerie de Cabano pose un problème écologique

par Réal LABERGE
du bureau du Soleil

LA POCATIERE — Quelques 500 gallons d'eau à la minute d'une température de 80 F. seront déversés dans le lac Témiscouata par la cartonnerie de Cabano.

C'est ce qu'a admis le président de Papier Cascades (Cabano) Inc., M. Bernard Lemaire, dimanche, à l'occasion de l'assemblée annuelle de la compagnie, en remarquant qu'il ne se cachait pas pour le dire, et qu'on ne savait vraiment pas ce qui pourrait en résulter à l'écologie.

Par contre, à d'autres inquiétudes formulées par M.

Gilles Gosselin, président de l'Association de chasse et pêche du Témiscouata, M. Lemaire a précisé qu'il n'y aurait pas de crainte à entretenir à l'égard d'une éventuelle pollution par le mercure ou la soude caustique.

Ces dangers seraient réduits pratiquement nuls par l'équipement d'épuration du système Copeland, l'un des meilleurs au monde, comme l'a d'ailleurs signalé le président de l'association sportive.

Le président de Papier Cascades devait surenchérir, avec le commentaire qu'à la sortie de la cartonnerie l'eau utilisée devrait être encore

plus pure que celle prise dans le lac Témiscouata, pour alimenter l'usine. Reste la température de l'eau, dont le problème n'a pas été soulevé jusqu'ici.

Pas d'ouverture sans traitement complet

Par ailleurs, M. Lemaire a déclaré qu'il y a tout lieu de croire que le ministère de l'Environnement ne permettra pas l'ouverture de la cartonnerie, tant que ne seront pas terminés les travaux d'infra-structure nécessaires à une protection complète contre la pollution.

Comme l'a réaffirmé publiquement le président de Pa-

pier Cascades, cette ouverture de l'usine est prévue pour la fin de mai 1976. Une période de rodage suivrait jusqu'en septembre.

Si le cheminement des travaux de construction de la cartonnerie permet cette confirmation, il reste d'autre part à régler un épineux problème de financement des "dépassements budgétaires" des travaux d'infra-structure, qui ont grimpé de \$4.8 à \$8.4 millions.

A ce sujet, M. Lemaire a souligné que ces difficultés financières ont retardé la sanction d'un contrat relatif à la construction d'une usine de traitement des eaux blanches.

Pour cette installation évaluée à \$1,600,000, la firme des Entreprises Bon Conseil Ltée, de Québec, a présenté une offre inférieure de \$30,000, soit de \$1,310,000.

Règlement prochain

Mais la municipalité de Cabano se retrouve dans l'impossibilité d'y donner suite, avant que ce problème de financement ne soit réglé. Bien que ce soit là un équipement qui s'avère d'urgence et dont la mise en chantier doit être faite sans autre délai, sinon l'ouverture de la cartonnerie pourrait en être compromise, faute de satis-

faire aux exigences gouvernementales à l'égard de l'environnement. Selon M. Lemaire, la compagnie ne peut se payer le luxe de laisser improductif, pour de longs mois, l'investissement de \$12 millions que représente la cartonnerie.

Dans les circonstances, le président de Papier Cascades (Cabano) Inc. a précisé que l'entreprise et la municipalité ont fait aux autorités gouvernementales concernées, des propositions d'un règlement "global".

Les démarches en ce sens laisseraient entrevoir une issue prometteuse. "Nous attendons une réponse prochaine, au plus tard le 24 février", a annoncé M. Lemaire.

Au cours de l'assemblée, il a également été fait mention des possibilités d'une accélération du transfert des actions de Rexfor aux petits actionnaires de la région. Une telle décision ne pourrait toutefois être envisagée que si le coût final de la cartonnerie n'implique pas un recours à une aide financière additionnelle de Rexfor, pour combler un excédent probable de \$500,000 à \$1 million sur les prévisions en immobilisations, étant donné la hausse des coûts de construction.



**PAR LA SOLIDARITÉ
DES PEUPLES
LE MONDE
S'ORGANISE**

SUCO

Le SUCO est une corporation sans but lucratif qui existe depuis 1961 et qui a deux champs d'action:

- l'envoi de coopérants et le soutien de projets dans les pays du Tiers-monde,
- la sensibilisation du public québécois et acadien aux réalités du Tiers-monde.

Pour apporter son appui au TIERS-MONDE, le SUCO a besoin de votre contribution.

DECOUPER ET POSTER A: (514) 735-4561
CAMPAGNE DE FINANCEMENT DU SUCO, 4824 COTE-DES-NEIGES, MONTREAL, QUE. H3V 1G4

Vous trouverez ci-joint ma contribution de dollars pour soutenir les efforts d'auto-développement du Tiers-monde.

Nom: _____

Adresse: _____

Prière de faire le chèque ou mandat-postal à l'ordre du SUCO.
Des reçus pour fins d'impôt seront émis sur réception de votre contribution.

Le plan du BEAQ doit se poursuivre (Albert Béchard)

OTTAWA (PC) — L'aménagement de la région du Bas-Saint-Laurent, tel que mis de l'avant en 1968 par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, doit se poursuivre, a déclaré à un correspondant de La Presse canadienne M. Albert Béchard, député libéral de Bonaventure-Iles-de-la-Madeleine.

Au terme de l'entente qui doit se terminer le 31 mars prochain, par le biais d'ententes auxiliaires, le gouvernement fédéral pourrait poursuivre sa participation financière à ce programme.

L'entente première entre le gouvernement central et le

gouvernement du Québec remonte à 1968 et M. Béchard estime que, même si cette entente a été renouvelée en 1971, il reste encore beaucoup à faire et le fédéral peut y participer.

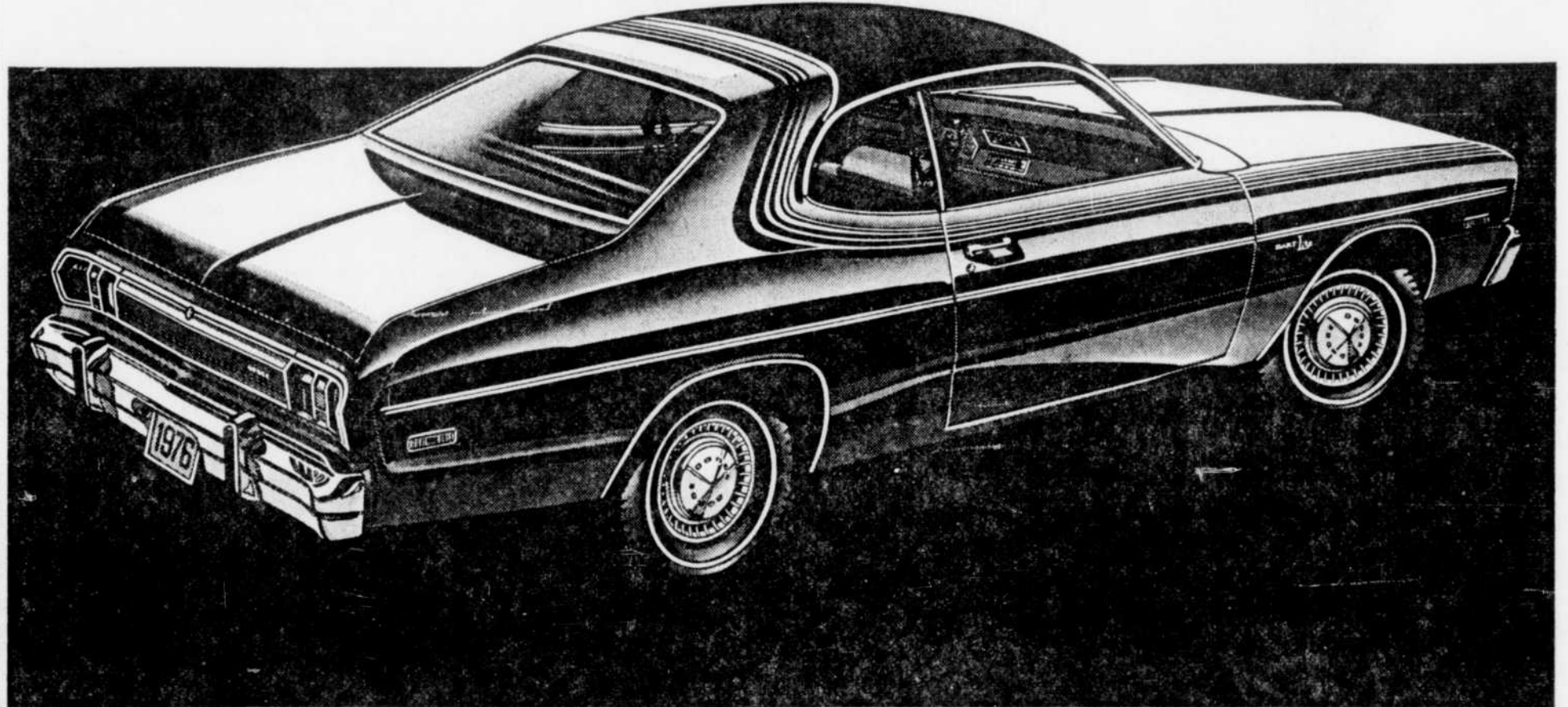
Au chapitre des priorités à compléter, M. Béchard a mentionné que le secteur touristique, la voirie, les transports aérien et ferroviaire et la promotion industrielle sont en tête de liste.

L'entente signée en 1968, renouvelée en 1971 ne peut plus être reconduite, ce qui signifie que la participation

du fédéral serait désormais nulle.

M. Béchard a cependant mentionné que la signature d'ententes auxiliaires permettrait de poursuivre et surtout d'accélérer la réalisation des objectifs premiers du BAEQ.

Voici la Dodge DART LITE



une Dart spéciale poids-léger qui fait 43 m/gal sur route et 28 m/gal en ville*

Il est tout à fait logique que le poids d'une voiture se reflète sur sa consommation d'essence. Nous avons donc réduit le poids de la nouvelle Dart Lite afin de vous faire économiser de l'essence.

Le régime que nous avons fait subir à la Dart Lite lui permet de faire 43 m/gal. À cet effet, nous y avons utilisé des pièces légères en aluminium et installé le moteur à six cylindres inclinés de 225 po. cu.

Consultez maintenant le tableau de la consommation. Avez-vous déjà vu une voiture à boîte de vitesses automatique obtenir d'aussi bons résultats?

Ces résultats sont encore meilleurs si on choisit la boîte à quatre vitesses avec surmultiplication, offerte en supplément.

Même si la Dart

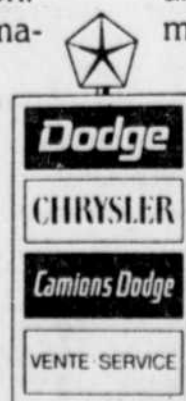
MOTEUR INCLINE 225 po. cu. Auto.ute Ville		
Quatre vitesses (sursmultiplication)	43	28
Trois vitesses (manuelle)	37	27
Automatique Torqueflite	36	27

* Ces chiffres sont basés sur les résultats d'épreuves menés par le Bureau de la protection de l'environnement (E.-U.) pour la conduite en ville et sur autoroute. Nous avons converti les données en gallons impériaux. Ces résultats peuvent varier selon les combinaisons moteur/boîte de vitesses, les suppléments, les habitudes de conduite, l'état des routes, les conditions atmosphériques et l'entretien de la voiture.

Lite offre l'économie d'une petite voiture, elle présente l'espace et le confort d'une grosse voiture. Contrairement aux autres voitures de sa taille, elle loge confortablement cinq adultes et possède un coffre absolument gigantesque.

La Dart Lite n'a rien de la petite voiture, sauf la faible consommation d'essence.

Voyez la nouvelle Dart Lite chez le concessionnaire Dodge. Elle a perdu quelques livres, mais elle gagnera ainsi beaucoup d'amis. Ne manquez pas de voir également la gamme complète des voitures Dodge qui présentent l'allumage électronique, la construction monocoque, la suspension silencieuse à barre de torsion et la garantie de douze mois millage illimité, la garantie "Pas de problème".



CONCIERGE DEMANDE

Pour conciergerie de 48 logements (Ste-Foy)

Exigences: Couple sérieux et sobre, homme connaissant plomberie, épouse aimable avec le public, disponible pour avril ou mai. Faire parvenir curriculum vitae complet avec référence à R. Nadeau, 855 de Bourgogne, Ste-Foy, Qué.

BUREAUX A LOUER
Climatisés, ultra-modernes, stationnement.
IDEAL POUR CLINIQUE MEDICALE
autres professions, aussi pour compagnies de finance ou d'assurances. Libre immédiatement. Pour renseignements, téléphonez à
JACQUES COUTURIER
667-8690 (Bureau)
656-0147 (Résidence)

N'achetez pas votre ameublement sans avoir consulté
Marcotte L'AMI DES FIANCES
375, boul. des Cèdres, Qué. Tél.: 628-1456

AVIS

L'Assemblée générale annuelle des membres de la

CAISSE POPULAIRE DE ST-SAUVEUR

sera tenue lundi le 23 février 1976 à 8.00 p.m., Centre Durocher, 290, rue Carillon, Québec

Bienvenue à tous

Marcel Tremblay, secrétaire

Substance exclusive rétracte les hémorroïdes apaise la démangeaison

Une substance cicatrisante exclusive provoque la rétraction des hémorroïdes et la cicatrisation des tissus.

Un grand institut de recherche vient de mettre au point une substance cicatrisante sans pareille pour la rétraction des hémorroïdes, le soulagement de la démangeaison et la cicatrisation des tissus.

L'une après l'autre, les histoires de cas d'hémorroïdes ont rapporté "une amélioration évidente". On a pu observer un soulagement rapide de la douleur, une rétraction notable des hémorroïdes. Mieux encore, ce soulagement s'est maintenu durant plusieurs mois.

Cette substance dont les résultats sont si merveilleux se nomme la Bio-Dyne; elle a pour effet de hâter la cicatrisation des cellules atteintes et de stimuler la

croissance des tissus nouveaux. La Bio-Dyne est offerte soit en onguent, soit en suppositoires, sous le nom de Préparation H.

En plus d'aider les hémorroïdes à se rétracter, la Préparation H agit comme lubrifiant et rend l'élimination moins douloureuse. Enfin, elle diminue les risques d'infection, l'une des causes connues d'hémorroïdes.

Demandez à votre pharmacien la Préparation H sous forme de suppositoires ou d'onguent (avec accessoire spécial). Satisfaction ou remboursement.

